

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

*Les politiques publiques au Canada : pouvoir, conflits et idéologies*, de Dimitrios Karmis et Linda Cardinal, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 392 p.

par David Houle

*Politique et Sociétés*, vol. 29, n° 2, 2010, p. 169-171.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045176ar>

DOI: 10.7202/045176ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

---

***Les politiques publiques au Canada: pouvoir, conflits et idéologies***

de Dimitrios Karmis et Linda Cardinal, Québec,

Presses de l'Université Laval, 2009, 392 p.

Cet ouvrage, dirigé par Dimitrios Karmis et Linda Cardinal et publié dans la collection «Gouvernance et gestion publique» des Presses de l'Université Laval, présente une perspective novatrice concernant les politiques publiques canadiennes. Loin d'une simple description techniciste de l'action gouvernementale, *Les politiques publiques au Canada* regroupe quatorze contributions s'inscrivant dans une perspective à la fois post-positiviste, discursive et critique de l'étude des politiques publiques. Les auteurs s'inspirent des travaux de Frank Fisher, de Michel Foucault et d'autres afin de répondre à l'appel de Richard Simeon (1976) à l'effet que l'étude des politiques publiques soit liée aux éléments «les plus fondamentaux de la science politique, soit le pouvoir, le conflit et l'idéologie» (p. 1).

Afin d'améliorer notre compréhension des relations entre l'État et la société, les auteurs posent un regard critique sur l'action gouvernementale. Ils nous renseignent également sur les formes que prend la pensée néolibérale dans différents domaines. Comme ils en font la démonstration, cette idéologie prônant la primauté du marché, de l'individu et de la croissance économique occupe aujourd'hui une place dominante dans la société canadienne. Cette observation est valide, que ce soit au niveau des idéologies partisanes, des institutions démocratiques, des administrations publiques, de l'évaluation de nouvelles technologies médicales, des politiques d'immigration, des communautés autochtones ou des interventions en changement climatique.

Une des principales forces de l'ouvrage est de suivre l'articulation du néolibéralisme à travers différents secteurs de politiques afin d'identifier ses faillites, ses revers et les effets pervers qu'il cause. Les auteurs de cet ouvrage montrent l'influence précise du néolibéralisme, que ce soit la marchandisation de la mort ou l'individualisation du rapport entre les institutions politiques et le citoyen. Ils rendent ainsi visibles les mécanismes par lesquels la pensée néolibérale contribue à structurer les rapports entre l'État et les individus et ultimement à transformer la société canadienne.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties. Dans la première section intitulée «Les normes, les idées et les idéologies», Paul Saurette, Shane Gunster et Kathryn Trevenen proposent une analyse des idéologies en politique canadienne principalement du conservatisme, sur la scène fédérale tant que provinciale. Les tenants de cette idéologie seraient passés d'un discours essentiellement négatif et pragmatique axé sur la dénonciation des abus de l'État à une approche plus idéaliste insistant sur la refondation philosophique du projet conservateur canadien dans une perspective utopiste axée sur la défense de leur interprétation des valeurs canadiennes (p. 32).

Dalie Giroux et Anne-Marie Hallé proposent une critique de l'évaluation des technologies de santé. Dans de nombreux cas, les décisions concernant l'introduction des innovations médicales sont prises par le biais d'analyse coût-efficacité. Cette forme d'évaluation, en faisant la promotion d'une marchandisation de la mort, envisage celle-ci seulement à travers l'analyse économique. Par conséquent, selon les auteurs, elle ne parviendrait pas à contribuer à une réflexion éthique sur les rapports entre technologies, communautés et vie humaine (p. 58).

Mireille Paquet et François Houle étudient trois propositions de réformes parlementaires: celle du Comité spécial sur la modernisation et l'amélioration de la procédure à la Chambre des communes, celles des gouvernements de Paul Martin et de Stephen Harper. Ils montrent comment ces propositions contiennent toutes une interprétation néolibérale de la démocratie. Cette dernière se traduit dans les faits par un rétrécissement de la sphère publique, par la marchandisation du politique (p. 60), et contribue à la normalisation d'une conception

individualiste de la participation citoyenne (p. 80). Ces phénomènes auraient des conséquences non seulement pour l'avenir de la démocratie canadienne, mais également sur les politiques publiques, limitant l'accès des citoyens aux instances délibératives (*id.*).

Catherine Côté propose une analyse de l'influence de l'information telle que transmise par les médias sur le système de santé. Celui-ci est souvent présenté de manière défaitiste par des journalistes qui préfèrent s'en prendre aux politiciens jugés responsables des diverses « crises » qu'il traverse, plutôt que de discuter les causes structurelles des situations problématiques, notamment le manque de financement. De manière générale, la couverture médiatique fait peu de place aux solutions, donnant ainsi l'impression que les problèmes sont inextricables. Ce faisant, les médias favorisent un climat anxiogène, marqué par des attitudes de dénonciation et la dramatisation des problématiques plutôt que leur vulgarisation (p. 99-100).

Dimitrios Karmis et Junichiro Koji présentent une critique de la politique canadienne de sélection des immigrants qu'ils décrivent comme étant caractérisée par l'instrumentalisme et une hospitalité coloniale. Non seulement présentent-ils cette politique comme injuste, mais ils dénoncent ses effets sur de nombreux pays qui se voient privés de la participation des individus les plus instruits pour assurer leur développement (p. 128-129).

La deuxième section, « Gouvernance, partage des compétences et partage du pouvoir », débute avec un chapitre rédigé par Christian Rouillard et Nathalie Burlone qui analysent de manière critique les réformes inspirées du nouveau management public et s'intéressent au difficile équilibre entre contrôle ministériel sur la fonction publique et gestion horizontale (ou coordination entre administrations). Critiques de la mise en œuvre de cette gestion horizontale dans l'administration publique fédérale, ainsi que de la vision fonctionnelle et instrumentale qu'elle sous-tend, ils estiment qu'une place plus grande devrait être faite à la culture organisationnelle ainsi qu'à une vision interprétative et critique du leadership (p. 152-153).

Linda Cardinal, Stéphane Lang et Anik Sauvé s'intéressent à la question des politiques en matière linguistique, particulièrement celles à l'endroit des communautés minoritaires. Les auteurs en proposent une évaluation et s'intéressent plus spécifiquement aux mesures visant la promotion de la gestion horizontale. Ils concluent que celle-ci demande un changement de culture organisationnelle (p. 177) et entrevoient la possibilité de certains écueils, notamment la transformation des différents mécanismes horizontaux (ou de gouvernance partagée) en *focus groups* plutôt qu'en véritables instances décisionnelles (p. 176).

Deux chapitres portent sur la question des communautés autochtones. Le premier, par Micheal Orsini, discute des rôles et de l'action des gouvernements quant aux questions liées à la santé des populations dans les réserves. Le second, rédigé par Claude Denis, traite de l'incapacité des tribunaux à faire reconnaître une véritable citoyenneté autochtone. Cet auteur voit dans les politiques actuelles la persistance de rapports colonialistes (p. 231-232).

La contribution de Caroline Andrew conclut la section avec une étude de la place du gouvernement municipal dans l'étude des politiques publiques, avançant des idées à la fois originales et innovatrices visant à inclure les gouvernements municipaux dans les analyses des spécialistes de ce domaine.

La troisième section, « Les politiques publiques en contexte de mondialisation », contient quatre chapitres. Un premier de Luc Juillet et Matthew Paterson porte sur la politique canadienne en matière de changement climatique. Les auteurs expliquent que le manque d'action des gouvernements canadiens dans ce domaine est à l'origine de leur incapacité à envisager une protection de l'environnement qui ne serait pas au détriment de l'économie. Selon eux, cela s'expliquerait par le manque de volonté politique des décideurs publics à engager le Canada sur la voie de la modernisation écologique, soit d'une redéfinition de son économie en fonction des nouvelles opportunités et des impératifs créés par la prise de conscience des enjeux environnementaux (p. 251-253).

Le chapitre de Monica Gattinger sur les relations Canada-États-Unis dans le secteur électrique et celui de Marie-Josée Massicotte sur l'intégration économique et sécuritaire en Amérique du Nord présentent des lignes de réflexions similaires, insistant à la fois sur les convergences et les divergences du Canada et des États-Unis dans les domaines stratégiques de l'énergie, de l'économie et de la sécurité, ainsi que sur leurs effets parfois contradictoires.

Stephen Brook analyse les nouvelles orientations de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), notant les tensions au sein de l'Énoncé des politiques publié en avril 2005. D'après l'auteur, cet énoncé repose sur des *a priori* idéologiques contestables qui oscillent, d'une part, entre développement économique et lutte à la pauvreté et, d'autre part, entre promotion de l'entrepreneuriat et équité. Toutefois, le document fait impasse sur les nombreuses contradictions entre ces objectifs (p. 345).

Dans l'ensemble les chapitres sont très informatifs et réussissent souvent à présenter une critique informée et efficace des politiques discutées, remettant en question de nombreuses idées reçues. Quant aux méthodes de recherche employées par les différents auteurs, dans la plupart des cas une analyse de contenu des documents officiels, des médias, etc. semble avoir été réalisée. De plus, des narratifs du processus de formulation des politiques ou encore de la mise en œuvre de l'intervention gouvernementale sont présentés. Cependant, dans l'ensemble, peu de détails sont fournis au sujet de la méthode. Cela aurait été particulièrement intéressant afin d'aider les lecteurs à acquérir les habiletés nécessaires pour formuler eux-mêmes leurs propres analyses critiques.

Ce livre est un outil important à la disposition des universitaires et des professionnels qui s'intéressent aux politiques publiques, à l'administration publique et à la politique canadienne. Il introduit en français des éléments d'une perspective inédite et originale. Il est au demeurant accessible pour le public en général.

David Houle  
*Université de Toronto*